

# Les pôles, la bonne idée qu'il faudra améliorer

**AU SEIN DES PÔLES** de compétitivité, les produits de demain sont en gestation. La formule qui mise sur la mise en commun des compétences, fait ses preuves. Mais elle doit encore être améliorée, insistent les partenaires sociaux.

**E**n amont de l'emploi, il faut un écosystème économique de la Wallonie », commentait, le 29 février dernier, le ministre wallon de l'Économie, en présentant le bilan des Pôles de compétitivité. Jean-Claude Marcourt mettait notamment en avant cette culture de l'évaluation qui baigne le Plan Marshall et sa suite, le PM 2.Vert : « Je ne sais pas où cela nous mènera. Mais ce sera mieux. N'ayons pas peur de dire que nous faisons bien les choses et que d'autres peu-

sur plusieurs points, estime le patronat wallon. A commencer par l'efficacité administrative : l'évaluation des projets, le conventionnement des partenaires et le paiement des subsides doivent être plus rapides. « Mais des progrès enregistrés sur les derniers appels à projet », reconnaît Vincent Reuter.

Autre point faible : la politique de « clustering » (qui vise à réunir des entreprises d'un même secteur dans un « cluster ») doit être formalisée dans un décret qui fixe les objectifs et les moyens alloués, et qui organise la cohérence avec les six Pôles de compétitivité. Plus de cohérence, c'est également ce que réclame l'UWE, entre les différents appels à projets (régionaux, européens et interrégionaux européens). « Les entreprises et les universités sont trop sollicitées et il y a une perte d'efficacité et d'impact des différentes politiques de financement. Il faut voir s'il n'est pas possible de trouver des passerelles entre ces différents appels à projets », ponctue le représentant patronal.

Les moyens mobilisés (491 millions) sont considérables, notait Muriel Ruol. Mais la représentation du service d'études de la CSC regrette que seuls 2 % de l'enveloppe soient consacrés aux inves-



LES PÔLES DE COMPÉTIVITÉ représentent une étape importante dans la reconversion de l'économie wallonne car l'innovation qui s'y développe est promesse de retombées ultérieures. Mais celles-ci restent encore difficiles à quantifier. Et il subsiste certaines lenteurs. © JDC PICTURES.

tissements et 11 % à la formation, pour 87 % à la recherche. Autrement dit, complétait Gianni Infanti, son homologue de la FGFB : « Il y a pour l'heure un manque de valorisation des résultats de la recherche. » Et la représentante du syndicat chrétien de déplorer le faible effet levier du financement public sur l'investissement privé : 355 millions de subsides sur les 491 millions investis.

Autre point souligné par la CSC et partagé par la FGFB : l'emploi. « Quels sont les emplois créés et réellement liés aux projets

des Pôles ? A ce stade, nous n'avons pas de réponse, constatait Gianni Infanti. De quels types de contrats s'agit-il ? Pour quels types de métiers ? Avec combien de temps plein ? Quelle est la répartition par secteur et par type d'entreprises ? » : autant de questions qui restent sans réponse, regrettait Muriel Ruol. « Nous avons l'impression que le coût des emplois est sous-évalué car certains postes auraient quand même été créés », conclut Christian Lochet, secrétaire régional wallon de la CGSLB, en

soulignant que les entreprises impliquées dans les Pôles sont les plus dynamiques de leur secteur. « L'impact sur l'emploi industriel doit être plus important. » Et les syndicats de se rejoindre sur ce constat : il faut un comité de suivi et d'échange au sein de chaque Pôle, afin d'apporter les améliorations nécessaires pour accélérer le processus de transition économique. « Un tissu économique est en train de se régénérer », concluait le ministre Marcourt en février. Et le plus vite sera le mieux. ■ PASCAL LORENT

## CHIFFRES

### Six Pôles, 10.000 jobs

Entreprises 550 entreprises appartiennent aux six Pôles, dont 80 % de PME.

Projets 209 projets ont été labellisés : en recherche/développement (127), formation (54) et investissement (28).

Moyens Cela représente une injection de 491 millions d'euros, dont 355 millions publics.

Emplois Avec 10.000 emplois directs escomptés à terme (soit 49.000 euros investis par emploi), et le double d'emplois indirects. P. LT

vent être améliorées. »

Cette évaluation, elle a notamment abouti, le 23 avril dernier, à l'audition des partenaires sociaux en commission du Parlement wallon. « Le Plan Marshall a réussi à mobiliser une part significative de l'économie industrielle wallonne, saluait Vincent Reuter, administrateur général de l'Union wallonne des entreprises (UWE). Et il a réussi à aligner 550 entreprises en « Pôle position » sur le circuit international de la course à l'innovation. » Il n'en reste pas moins perfectible

## Trois projets innovants, pour voir grand et infiniment petit

### Une certaine idée du risque chimique

L'ampleur du progrès se mesure parfois à l'aune du péril. Imaginez une collision entre deux trains de marchandises transportant des produits toxiques, comme à Godinne. Dans l'urgence, évaluer l'ampleur de la catastrophe est primordial, afin de définir un périmètre de sécurité et d'évacuer les populations qui y résident. A l'avenir, ce genre de décisions tombera plus vite. Grâce au projet 3WSA, né au sein du pôle Skywin. Il s'agit ici de constituer un logiciel reprenant la cartographie de sites Seveso belges, au départ de données fournies par satellite. La plateforme informatique contiendra dès lors des cartes de ces sites mais également des informations sur les produits dangereux qui y sont stockés, les différents scénarios à suivre par les acteurs de terrain (police, pompiers, autorités, services de santé, sécurité civile) en cas d'accident, les moyens matériels et humains disponibles. « En tenant compte des statistiques météo et de l'intensité des vents, on pourra évaluer la "plume", l'évolution de la dispersion des différents polluants, et ainsi déterminer la zone à évacuer », explique Yannick Vandeloise, manager de projet au sein de Spacebel qui coordonne le travail des neuf partenaires associés au projet. L'objectif est de commercialiser un logiciel de base, dans lequel les responsables du centre de crise introduiront les données météorologiques du moment, afin de définir comment la pollution va évoluer dans les heures qui suivent l'accident. « Dans ce projet, l'Agence de Prévention Sécurité, basée à Marche et qui travaille déjà avec les pompiers et la sécurité civile, apporte son expertise ; nous, nous fournissons notre technologie ». Ce projet qui a nécessité un budget de 2,7 millions d'euros (dont 1,5 million de subsides), a été clôturé l'an dernier. « A la fin de ce projet de recherche, les perspectives étaient la création de 22 emplois à l'horizon 2014 », ajoute Yannick Vandeloise. P. LT



### Réduire des fractures, sans chirurgie

Une chute, une fracture et c'est la galère qui commence. Enfin, pour l'instant. Car les progrès enregistrés par la société Bone Therapeutics laissent entrevoir des espoirs de guérison plus rapide. Le domaine de recherche de cette société qui se partage entre Gosselies et la région bruxelloise : la thérapie cellulaire. La société « fabrique » des cellules osseuses qui sont ensuite envoyées dans l'organisme afin de favoriser le processus de reconstruction des os abîmés. « Nous travaillons sur deux chantiers, explique Enrico Bastianelli, patron de Bone Therapeutics. D'une part, l'ostéonécrose qui est une maladie qui touche les jeunes et se caractérise par une destruction des articulations ; de l'autre, les fractures invalidantes qui ne guérissent pas ou pas bien et qui concernent en général les os longs. Notre approche intervient là où il n'y a pas de traitement ou alors des traitements très lourds nécessitant une opération. Nous intervenons sans chirurgie. Et on observe une nette amélioration des conditions de vie du patient ». En fait, le médecin introduit un trocart, une grosse aiguille, dans l'organisme, via une incision d'un demi-centimètre. Et à l'aide de la radioscopie, il injecte les cellules conçues en laboratoire au plus près de la fracture. Ce qui nécessitait autrefois une longue hospitalisation est traité en hôpital de jour. Les travaux avaient démarré en 2003, à Erasme (ULB). Puis, en 2007, Bone Therapeutics les a repris et développé au sein du Pôle Biowin. « Aujourd'hui, dans ce secteur, Bone Therapeutics est le plus avancé, s'enorgueillit son patron. Vers 2015, nous aurons terminé les études et déposerons nos dossiers d'enregistrement auprès de l'Agence européenne du médicament », pronostique-t-il. Ce projet a mobilisé 14 millions d'euros, dont 40 % de subsides. « A Gosselies, nous construisons actuellement une unité de production pour nos besoins, poursuit-il. Cela créera 150 emplois dans un premier temps ; jusqu'à 300 par la suite ». P. LT



### Mieux orienter le camion dans la ville

Les doigts qui pianotent nerveusement sur le volant. Et cette file interminable, encore allongée par quelques camions, qui semble collée au bitume. Qui n'a jamais pesté dans sa voiture contre la présence de ces mastodontes au cœur même des villes et rêvé d'un monde où les « trois tonnes » se feraient plus discrets ? La réponse à ce souhait se nomme peut-être « Urban Zen », projet qui sera logiquement développé au sein du pôle Logistic in Wallonia dès l'été. Il s'agit au départ de constituer un serveur où seront rassemblées les cartes des communes belges, afin d'y intégrer les rues interdites aux poids lourds. « Ce sera un système dynamique qui pourra par la suite être modifié par les communes, explique Jean-Marc Gerardy, consultant externe pour la société NSI, qui coordonne le projet. Elles pourront y ajouter les travaux en cours, les interdictions temporaires de circulation, les déviations ». Avant de prendre la route, le camionneur abonné au système pourra commander un itinéraire actualisé. En cours de route, le chauffeur pourra recevoir un itinéraire alternatif sur son GPS si des embouteillages se constituent sur son trajet. Ou signaler le bouchon s'il est lui-même pris dans le trafic. « Pour l'instant, ces informations sont transmises au centre Perex mais elles ne sont pas très précises, argumente Jean-Marc Gerardy. Et nous voulons faire intervenir les acteurs communaux car c'est l'engorgement des centres urbains qui est visé ici ». Sept partenaires sont associés à la démarche, dont le centre Multitel, basé à Mons et les fédérations du transport UPTR et Febetra. Un budget de 2,6 millions (dont 1,5 million de subsides) sera mobilisé. Dans trois ans, le projet permettra de pérenniser une dizaine d'emplois. S'il s'étend ensuite aux pays limitrophes, l'effectif grimpera à une cinquantaine d'employés. Et à 250 postes, le jour où toute l'Europe sera couverte. Un rêve ? P. LT

